

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : VÉRITÉS ET CONTRE VÉRITÉS

Un enjeu de pouvoir politique au péril de nos libertés fondamentales

Avant de se demander à quoi sert l'IA dans les entreprises, qui y voient une opportunité financière colossale, il est essentiel de s'interroger sur le « comment ». Comment en sommes-nous venus à vouloir dominer cette technologie en Europe?

L'histoire de l'intelligence artificielle remonte aux années 50, avec le test de Turing visant à déterminer si une machine peut « penser ». Les fondations étaient posées, mais il a fallu attendre l'essor de la puissance de calcul pour que l'IA prenne son envol.

Or ce progrès a un coût environnemental. L'exploitation de ressources naturelles pour faire fonctionner ces machines met en péril la planète et la survie humaine.

À l'origine de cette course folle, quatre milliardaires transhumanistes américains Peter Thiel, Elon Musk, Sam Altman et Reid Hoffman. Leur objectif ? La conquête de la vie éternelle, mais virtuelle, une ambition sans limite économique, morale ou juridique.

Ils se sont d'ailleurs dotés en Norvège d'un bunker à toute épreuve au cas où ces outils mèneraient à l'apocalypse, à une destruction massive et donc à notre perte.

Eux survivrons. Et nous?

Les coulisses sombres de la tech : précarité, souffrance et esclavage moderne ¹

Derrière l'IA se cachent environ 400 millions de « data workers ». Ils sont exploités dans l'ombre, en grande majorité... dans les pays pauvres du sud et payés à la tâche, en centimes. Pour gagner peu, il faut en faire beaucoup. « Analyser, trier, identifier des contenus inhumains, violents et toxiques. Ce travail entraîne stress, troubles psychiques, voire suicides. C'est de l'esclavage numérique, de la torture psychique, une forme moderne de colonialisme, invisible mais bien réelle. » Et qui tire profit de ces technologies si ce n'est une minorité ultra-libérale qui exploite pour commencer la population la plus faible?

« Analyser, trier, identifier des contenus inhumains, violents et toxiques. Ce travail entraîne stress, troubles psychiques, voire suicides. » (...)



L'IA s'impose comme le stade ultime d'un mode de vie fondé sur l'hyperconsommation qui nécessite de dominer d'autres parties du monde, condamnées à être déstabilisées, pillées et intoxiquées ²

Toutes les terres riches en minerais nécessaires à l'industrie numérique sont exploitées de manière intensive. Les ressources étant extraites à grands coups d'acides, ce qui pollue les rivières et empoisonne les êtres vivants, humains comme animaux, qui s'y approchent. Les territoires où l'eau est encore disponible, ceux qui produisent de l'électricité, ou encore ceux susceptibles d'abriter d'innombrables data centers énergivores, sont également convoités. Cela engendre des conflits, des meurtres, des asservissements et des exodes massifs pour des terres spoliées, pillées et rendues toxiques. Gaver les machines avec toujours plus de données nécessite une puissance de calcul croissante, mobilisant supercalculateurs et data centers refroidis en permanence. Le besoin ira crescendo avec le déploiement de ces outils et la multiplication des utilisateurs. Il faudra toujours plus de minerais rares, d'énergie fossiles : pétrole, gaz naturel, charbon et d'électricité. L'empreinte carbone s'alourdit et notre planète est dévastée. À cela s'ajoute l'absence de filière recyclage. Nous ne pouvons fermer les yeux ! Alors avant qu'il ne soit trop tard, réfléchissons bien à ce qui fait notre humanité.

Une question de pouvoir politique

Il s'agit d'une oligarchie numérique. Pour Camille Boulenger³, à la fin des années 2010, l'internet libre meurt. Les GAFAs sont devenus privés et financés par la publicité qui leur a permis de détenir l'ensemble du marché. « Il y a une concentration du capital, de richesse et, donc, nécessairement, un creusement des inégalités ». Ces surnois magnats de la tech, nous ont rendu dépendants à ces outils. La logique capitaliste du gain de temps, l'obsession des patrons qui se jettent sur l'opportunité d'un travail multiplié avec moins de travailleurs. L'essentiel se joue ailleurs : l'objectif véritable est d'introduire tous ces outils technologiques au sein de nos systèmes, dans le but de prendre le contrôle total des données... et donc des libertés individuelles. « Leurs algorithmes favorisent ce qui divise, car cela est vecteur d'audience. Et les extrêmes droites progressent partout ». Plus ils auront de données, plus ils auront le pouvoir. « ... on est dans une course, qui ressemble à celle des armements avant une guerre ». Il est urgent de fabriquer un écosystème européen indépendant, or cela implique une autonomie énergétique que nous n'avons pas.

L'IA ne sera jamais à la hauteur de la perception du cerveau humain

Si des IA font déjà partie de notre quotidien, elles ont toutes un point commun : elles sont monotâche. Un cerveau humain demeure bien plus efficace et il consomme 100 000 fois moins d'énergie. La révolution technologique ne remplacera pas totalement un être humain. Oui, les machines sont désormais capables de raisonnement grâce aux paramètres que l'homme définit, mais jamais elle ne saura ressentir, ni avoir un « sixième sens » ou encore avoir conscience d'elle-même. Pour Raphaël Maurel, maître de conférences en droit public :

« Postuler que c'est une intelligence est un parti pris philosophique, au service d'une vision technosolutionniste. Nous devons déconstruire cette idée et rappeler que ce sont des systèmes complexes d'algorithmes, qui permettent des choses extraordinaires, mais restent très en deçà de ce que le cerveau humain peut faire. »

L'IA c'est quoi? Des programmes développés et commandés par des travailleurs

C'est un outil de plus. L'intelligence artificielle générative n'a pas de conscience et rien d'intelligent, elle tente de reproduire par statistique, des comportements humains, sans compréhension globale et ce en rassemblant des éléments de langage. Commandée par son programme, ses algorithmes, elle ne génère que des probabilités qui nécessitent obligatoirement un contrôle humain. Ces systèmes sont conçus à partir d'une vision prescrite du travail, qui ne prend pas en compte les subtilités, la complexité qui fait l'intérêt du travail réel et lui donnent un sens. Réduire le travail réel à des données exploitables rend les possédants aveugles. Le danger est grand de voir ces outils générer de nouvelles contraintes pour les

« Leurs algorithmes favorisent ce qui divise, car cela est vecteur d'audience. Et les extrêmes droites progressent partout ».

travailleurs, contribuant à la perte de sens au travail, voire à l'obsolescence humaine pour certaines tâches et métiers. Ces machines cannibalisent déjà le travail de chacun d'entre nous, nous devons lutter contre l'anthropomorphisation. Déshumaniser les noms des chatbots (robot conversationnel) est la première des choses à faire. Pour Cédric Villani, mathématicien, « personnaliser cet algorithme, cette machine, le considérer comme un humain, c'est très trompeur et même dangereux ». Personnaliser ces outils pour faire croire qu'elles ont une intelligence humaine, c'est du bluff. Nous devons lutter contre cela.

D'ailleurs pourquoi les outils d'IA sont-ils développés sur des tâches que réalisent déjà des femmes et des hommes et non pas sur des tâches que ne peuvent pas réaliser les humains: intervenir dans des milieux hostiles, pollués, dans des champs de mines, en milieu océanographique, volcanique, spatial ? Le sujet est bien : quel rôle l'IA peut-elle jouer dans ce qui fait société humaine et ce dont elle a besoin ?

Presse, éthique et déontologie

La question éthique est posée dès le postulat de départ. La presse, pilier de la démocratie, se met directement en danger de perte de crédibilité (fake news) donc de perte de lecteurs. La légitimité du journalisme repose sur la vérification rigoureuse des faits (constat, réalité, vérité), sur le terrain. C'est sa seule planche de salut. Quant à la transparence avec le lecteur, où devra se poser le curseur? Une charte claire sur l'usage de l'IA dans la presse est indispensable, bien qu'elle risque aussi de révéler que le ver est déjà dans le fruit. Une once de journalisme synthétique peut faire basculer tout le système de valeurs. L'éthique concerne aussi la responsabilité environnementale : protéger la planète et ses habitants doit être une priorité.

La troisième mutation technologique majeure

Si le taylorisme et organisation scientifique du travail a engendré de nombreuses maladies, principalement d'ordre physique, avec l'IA, le danger passe au niveau psychique. À ce jour, tout résultat doit être contrôlé par l'homme, ce qui, paradoxalement, n'économise pas toujours du temps. Le rêve patronal d'un gain de productivité cache en réalité la menace de suppressions de postes. Mais croire que se délester des tâches dites rébarbatives serait la panacée est un leurre. Croire que notre cerveau est capable de réaliser des tâches complexes toute la journée est faux et nous met gravement en danger. Il est prouvé que les tâches simples permettent à notre cerveau de souffler et donc d'éviter le

burn-out. Pour préserver notre santé mentale, le temps de travail journalier devrait absolument être réduit. Il serait donc indispensable d'embaucher!

L'IA favorise la dégradation des conditions de travail

La généralisation de l'IA entraîne une intensification et une accélération des tâches, dans une logique d'augmentation constante de la productivité. Selon le sociologue, Juan Sébastien Carbone! : « *La réalité est que les individus se concentrent sur des gestes à valeur ajoutée. Ce n'est pas pour libérer et rendre le travail plus intéressant, seulement pour l'intensifier. Ce n'est pas pour travailler moins, mais travailler plus* ». Plus de concentration mentale, plus de stress et donc plus d'inégalité globale. Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI déclare même qu'« *il faudra avoir recours à des dispositifs de protection sociale complets et prévoir des programmes de reconversion* ».

(...) « Ce n'est pas pour libérer et rendre le travail plus intéressant, seulement pour l'intensifier. Ce n'est pas pour travailler moins, mais travailler plus. » (...)

À Ouest-France, il est également question de gagner du temps

Le comité d'évaluation présidé par David Dieudonné a pour mission de se prémunir des risques et accidents afin de valider l'industrialisation progressive des nouveaux outils, mais à travers quels critères? La CGT a obtenu la reconnaissance de l'IA comme risque psychosocial. Il est de la responsabilité de l'entreprise d'en mesurer toutes les conséquences à court, moyen et long terme. Cela demande des engagements fermes et des garanties concrètes envers toutes les équipes. Une telle démarche doit passer par une étude d'évaluation des risques, des failles et des biais, des conséquences sur les tâches, les emplois et dans l'organisation des équipes. Pour cela des outils de mesure et de suivi, avec des critères d'évaluations et indicateurs paritaires et précis sont indispensables. À ce jour ils sont toujours inexistantes.

La direction prend grand soin de protéger ses données patrimoniales qui seront une manne financière. Mais qu'en est-il de la protection de la santé de ses salariés? La méthode appliquée depuis plus d'un an c'est : « *d'abord on teste!* » La CGT dit stop, si l'industrialisation échappe à l'étude d'impacts partagée avec les représentants du personnel. La CGT insiste pour que l'intelligence artificielle générative (IAG) soit analysée sous tous les angles, visibles comme invisibles, et ce en amont, afin d'éviter aux salariés de revivre les effets néfastes et non maîtrisés observés lors du passage au « web first », notamment l'intensification du travail. La direction, elle, estime avoir la capacité de dire si oui ou non il y aura des impacts, mais sans étude ni indicateur à l'appui. Si la CGT s'est battue pour que le métier

de préventeur fasse partie de l'entreprise c'est précisément pour que ces sujets soient étudiés et appréhendés par un professionnel. Le DRH réfute sans scrupule !

Chaque cas d'usage d'IA émerge directement des salariés par des « cas métiers ». Néanmoins, c'est bien la stratégie du groupe Sipa qui impulse et valide l'entrée de ces outils dans nos organisations de travail. Chaque salarié doit être en connaissance des bénéfices mais aussi de toutes les contraintes conséquences et impacts. Ce qui n'est, bien évidemment, pas le cas aujourd'hui. Chaque porteur de projet collabore à l'apprentissage de la machine. Chacun est-il assuré d'une plus-value, par la suite dans ses missions? Chacun est-il assuré de trouver des moments de respiration dans sa journée? Tous ces processus d'optimisation d'outils font partie intégrante d'une stratégie économique et financière qui vise prioritairement à un meilleur référencement mais aussi à optimiser notre temps de travail. Restons lucides et vigilants envers notre avenir.

Aujourd'hui, sont industrialisés à la rédaction via l'outil **Eidos** : la suggestion de tag automatique et le résumé en trois points. Et du côté commercial, la fabrication automatique de Quizz qui proposent des tests de connaissance sur nos contenus éditoriaux. Mais tout cela sur la base du volontariat, se targue la direction. Or c'est bien là un des problèmes, car insidieusement les salariés se distanceront les uns des autres. Ce qui engendrera des iniquités dans l'évolution des carrières, telle une dévaluation des compétences programmée de salariés et ce, de leur propre fait ! Pour la CGT, ces projets, avant d'être industrialisés, doivent faire l'objet d'étude d'impacts et de formation obligatoire dans les équipes, avec un cadre précis et faire l'objet d'un suivi. Une fois de plus la direction passe outre. D'ailleurs, elle s'enorgueillit de la création, en interne, de l'agent conversationnel **Topo**, créé pour les 24h du Mans, sur le site, du 11 au 18 juin derniers. Il permet de poser des questions sur les contenus du groupe publiés depuis un an ayant le tag 24h du Mans. 20 % de questions posées à ce robot sont restées sans réponse. Une proximité supplémentaire, une interactivité augmentée, nous assure la direction. Mais derrière ce lancement, il est surtout questions de mesurer « *la capacité à faire* », d'« *essayer les défis techniques* », de « *tester l'appétence et la manière d'utilisation des internautes* ». **Topo** aurait fait ses preuves et compte bien se voir confier de nouvelles missions dans le domaine des sports ainsi que pendant les élections municipales. Le but à atteindre : la pérennisation sur la plateforme afin de répondre à l'actualité chaude. L'introduction de nouveaux outils technologiques est en cours et même en voie de développement. À quoi bon, une commission spéciale IA, si ce n'est que pour la forme, mais certainement pas pour tenir compte des alertes et recommandations des élus.

Tout est question de données originelles et d'orientations stratégiques

La BDC (banque de nos contenus) est au cœur des chantiers



car c'est notre base de données interne et la plus sûre. Seulement cela nécessite beaucoup d'investissements techniques et humains. Le but ultime est le branchement de Muse à l'ensemble de la BDC. Mais remonter et pouvoir questionner toute l'histoire de nos données, demandera beaucoup d'énergie, de méthode, de développements et d'argent. L'équipe dédiée travaille en partenariat avec des chercheurs de l'INRIA (CNRS) sur les grandes collections documentaires. Bientôt une académie? *Ouest-France* se veut précurseur sur le sujet et organisera les assises de l'IA à l'université de Caen en novembre prochain. Et qui dit contenu, dit droit d'auteur, comment sera-t-il rétribué? C'est bien un sujet qui touche la performance de l'économie.

Quelle prise en compte de l'aspect environnemental à *Ouest-France* et dans le groupe ?

Depuis 2019 (loi PACTE) les entreprises ont l'obligation d'intégrer une démarche environnementale dans leur gestion globale. L'Union européenne a, dans le même temps, renforcé ses normes, obligeant les entreprises à publier un rapport de durabilité contenant, entre autres, des indicateurs de performance sur les volets environnementaux. Et dans ce volet, l'IA, notamment à travers l'utilisation de nouvelles technologies telle que Muse est un élément central d'impacts en matière d'empreinte carbone. Comment *Ouest-France* intègre-t-il cette nouvelle donne dans le cadre de ses obligations? La direction nous répond qu'elle ne possède pas d'indicateurs ... Or, différentes statistiques convergent (de source US principalement) quant à la réalité dramatique de l'impact environnemental négatif lié à l'utilisation de ChatGPT et de ces modèles analogues. Il est démontré que si l'on prend l'exemple d'une requête ChatGPT elle consommerait 4 à 5 fois plus d'énergie qu'une requête web classique, ou en d'autres termes, 15 échanges avec ChatGPT correspondraient à une heure de visionnage vidéo en streaming en termes d'émission de CO²... Donc, en admettant que *Ouest-France* serait dans l'incapacité de fournir des données statistiques internes, il doit être capable d'évaluer ses propres développements : les requêtes récurrentes comme l'appel à l'IA pour les résultats sportifs, le résumé en trois points, la génération de quizz... D'ores et déjà, le Groupe multiplie par cinq une partie de ses émissions de carbone. Alors, quelle politique le journal (et le groupe) envisage-t-il dans le cadre de ses obligations d'entreprise responsable?

Cette incitation à la prudence fait-elle partie du discours distillé aux équipes rédactionnelles ? Non. Les équipes ont-elles été formées à cette prise de conscience, afin qu'elles ne sollicitent l'IA qu'à des fins occasionnelles et ultra raisonnées? Non plus. Des initiatives, comme l'utilisation de sources d'énergies renouvelables, ont-elles été envisagées ? Pas à notre connaissance. Pourtant, une entreprise comme *Ouest-France* pourrait, avec ses infrastructures industrielles et son emprise au sol, puiser une grande part d'énergie avec l'installation d'éoliennes et de panneaux solaires

déployés sur l'ensemble du site. Non rien de tout cela... Trop cher peut-être? C'est bien d'avoir conscience avec de grands discours théoriques, que l'avenir environnemental est un enjeu majeur, de se sentir « entreprise responsable », d'être au plus près de ses équipes pour relater ces sujets. Mais prendre à bras le corps ses responsabilités est encore mieux. Et pas uniquement sur le plan moral et des obligations.

Après l'europpéen AI Act, un contrat social interne doit s'établir

Il devient impératif de définir clairement ce que sont les IA et leur statut dans le cadre éclairé de la stratégie de l'employeur. De nouvelles responsabilités émergent, notamment en matière de gouvernance des données, de programmation algorithmique et de prise de décision automatisée. Ces responsabilités ne doivent en aucun cas être transférées aux salariés. Quel sera le rôle de ces outils, leurs missions, leurs tâches et leurs objectifs? Sont-ils une assistance ou un remplaçant? Quelles sont les règles concernant l'éthique, la déontologie, la transparence ?

La CGT revendique l'écriture d'un contrat social, en lien avec les valeurs de l'ASPDH.

Une mise en œuvre « vertueuse »

Pour Bruno Sportisse ⁴, PDG de l'INRIA « il faut donner du sens au numérique et pas remplacer les êtres humains par des algorithmes ». L'intelligence artificielle, comme toute autre technologie, ne peut avoir comme seule finalité la rationalisation économique. Il faut s'assurer de règles loyales d'affaire. Il faut garantir qu'elle contribuera à produire des solutions technologiques au service de l'intérêt général et de celui de notre environnement déjà en plein réchauffement climatique. Nous défendrons le respect des droits fondamentaux et une déontologie garantissant que l'humain non seulement prend toujours la décision in fine, mais sans en affecter le sens de son travail. Et que la santé des salariés soit préservée avec des garanties. Et ce dans un cadre d'avenir individuel, professionnel et collectif au niveau de la planète. Si l'IA est inévitable, alors nous devons nous questionner sur comment nourrir et utiliser ces technologies dans le respect de nos valeurs internes et universelles.

À noter : Coté respect des instances, sans consultation préalable du CSE, cela peut conduire à **une interruption du déploiement d'outils d'IA**. Décision du 14 février 2025 du tribunal judiciaire de Nanterre, qui souligne l'importance de respecter les obligations légales en matière de dialogue social lors de l'introduction de nouvelles technologies susceptibles de modifier les conditions de travail des salariés. (article L.2312-8 du code du travail). Cette consultation doit avoir lieu avant l'industrialisation du projet.

¹ Précarité et torture cachées de la tech. : les sacrifiés de l'IA, France 2 (7/02/2025)

² Terre pillée et intoxiquée : Comment l'IA change le monde, Célia Izard

³ Camille Boulenguer, chercheuse à l'IRIS, directrice de l'observatoire géopolitique du numérique, interview d'Alexandra Turquat, DOF du 23/02/2025

⁴ Bruno Sportisse, PDG de l'INRIA (Institut national de Recherche en Sciences et technologies du Numérique) dans le grand entretien par David Dieudonné et Cyril Petit, *Ouest-France* du 1^{er} et 2 février 2025